

## Publications économiques et financières



### Synthèse annuelle 2020

N° 655 / Avril 2021

# L'ÉCONOMIE DE MAYOTTE EN 2020

## Une fragilité et un pessimisme accentués par la crise sanitaire

Bien avant le démarrage de la crise sanitaire, l'année 2020 débutait avec des anticipations pessimistes des acteurs économiques. Ces derniers évoquaient déjà des difficultés à se projeter sur le moyen-long terme, compte tenu de la concrétisation lente et tardive des projets publics attendus pour générer de l'activité. La crise sanitaire et le confinement imposé en mars ont amplifié les difficultés, engendrant des conséquences économiques importantes. Ces perturbations ont provoqué une profonde crise de trésorerie pour les entreprises. Les dispositifs d'accompagnement et les mesures de soutien, concomitantes à la fin du confinement fin juin, ont permis à l'économie de Mayotte de s'inscrire sur une courte durée dans une dynamique de reprise. Ainsi, l'Indicateur du climat des affaires (ICA), en recul en début d'année, est favorablement positionné au deuxième trimestre, avant un léger repli sur les deux derniers trimestres. La reprise de l'activité s'est appuyée sur une consommation des ménages qui demeure solide, mais a également profité d'un climat social et sanitaire plus apaisé. Toutefois, en fin d'année, les chefs d'entreprise ont fait preuve de prudence, revoyant leurs prévisions à la baisse, notamment en termes d'activité, en raison d'un manque de visibilité sur les mois à venir.

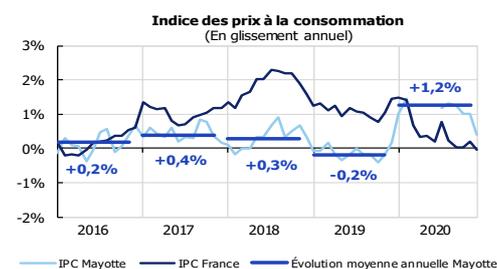
Dans un contexte de réduction des prix au second semestre, qui mettait fin à une tendance inflationniste depuis le début de 2019, le commerce extérieur enregistre une hausse sensible des importations, portée par tous les types de biens, tant ceux des ménages que ceux des entreprises. L'accès difficile aux services de Pôle emploi pendant la crise sanitaire se traduit par une baisse artificielle de la demande d'emploi. L'activité globale s'est dégradée au dernier trimestre, notamment pour le commerce, qui avait pourtant enregistré de bons résultats au cours des six précédents mois. À l'inverse, les services marchands et le BTP enregistrent une amélioration ; leur niveau d'activité se redresse à la fin de l'année. Enfin, le dynamisme de l'activité bancaire entrevu au cours des dernières années se maintient : la collecte d'épargne se renforce et le soutien du système bancaire au financement de l'économie poursuit sa progression d'année en année.

## Une conjoncture économique qui suscite la prudence

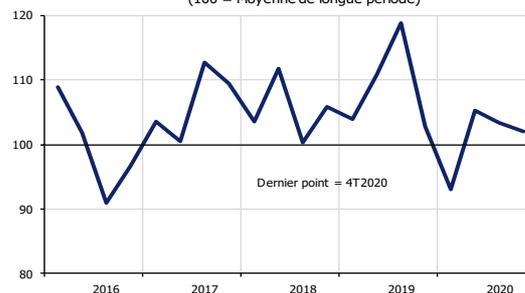
### Un climat des affaires favorable mais fragile

Après la baisse du début de l'année, l'ICA remonte au deuxième trimestre. Il enregistre un léger recul au second semestre, mais reste positionné au-dessus de sa moyenne de longue période, signe d'un environnement des affaires jugé plutôt favorable. Le début d'exercice a été marqué par un net repli, lié à la crise sanitaire et la mise en place du confinement généralisé. L'ICA s'est ensuite renforcé sur le deuxième trimestre, porté par un regain d'optimisme des chefs d'entreprise, en lien avec la fin du confinement et les dispositifs de relance économique. Aussi, la prudence des entrepreneurs, principalement en lien avec la tension sur les trésoreries, explique la légère baisse de l'ICA dans la deuxième partie de l'année.

### Une inflation portée par les services et l'alimentation



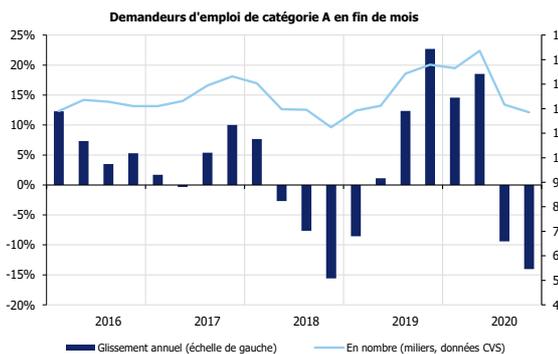
**Indicateur du climat des affaires à Mayotte**  
(100 = Moyenne de longue période)



L'indice des prix augmente en moyenne de 1,2 % en 2020 (après -0,2 % en 2019), alors qu'il croît de 0,5 % pour la France entière. Cette évolution est liée à la hausse continue des prix des produits alimentaires (+2,3 %, après +0,7 % en 2019) et des services (+1,6 %, après +1,8 % en 2019).

Les prix de l'énergie sont en recul de 3,1 % après trois années successives de progression (+1,8 % en 2019, +4 % en 2018 et +5,8 % en 2017). Enfin, les prix des produits manufacturés se stabilisent à +0,1 %, après -4 % en 2019 et à la suite de six années consécutives de baisse.

## La formalisation du marché de l'emploi freinée à nouveau



Sources : Pôle emploi, désaisonnalisées par l'IEDOM

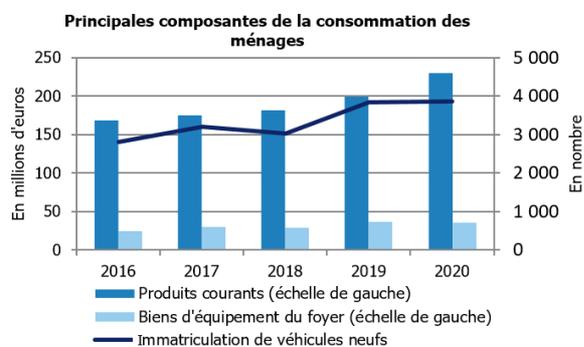
La formalisation du marché de l'emploi, entamée ces dernières années, s'est traduite, jusqu'au deuxième trimestre 2020, par une hausse statistique de la demande d'emploi. La deuxième partie de l'année enregistre une baisse sensible de la demande, probablement liée à une recherche moins active et aux difficultés rencontrées pendant la crise sanitaire par les demandeurs d'emploi pour mettre à jour leur dossier, se retrouvant, de facto, exclus des statistiques. Cette baisse technique, à l'instar de celles de 2018 - en lien avec la crise sociale -, ne représente pas une amélioration de l'accès à l'emploi. Elle met plutôt en exergue la fragilité de la formalisation du marché du travail à Mayotte, mise à mal à chaque nouvelle crise. L'enquête emploi de l'Insee indique que 3 000 personnes ont perdu leur emploi au deuxième trimestre 2020 par rapport à l'année précédente, en raison du confinement, et ce, malgré les dispositifs d'activité partielle. Par ailleurs, à 28 %, la baisse de deux points du taux de chômage ne se traduit pas par une amélioration du marché de l'emploi. En effet, selon l'Insee, les personnes sorties du chômage ont simplement basculé vers le halo autour du chômage<sup>1</sup>, et non vers l'emploi.

Ainsi, à 11 361 à fin décembre 2020, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) recule de 15,2 % par rapport à 2019. Les femmes comme les hommes sont concernées par cette évolution (respectivement -16,4 % et -12,6 %). Les demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans enregistrent la baisse la plus sensible (-20,7 %), suivis des plus de 50 ans (-8,5 %), les moins de 25 ans enregistrant une légère hausse (+1,3 %).

## La consommation des ménages conserve sa dynamique

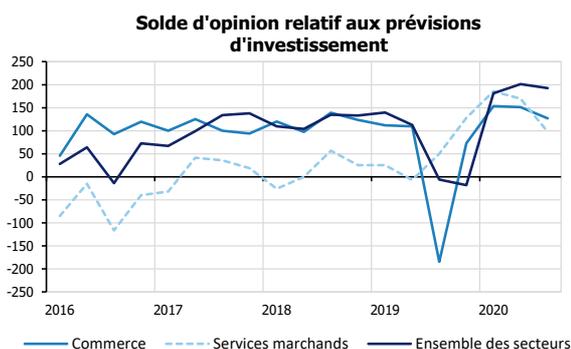
En 2020, l'économie de Mayotte est une nouvelle fois portée par une consommation des ménages très dynamique, qui demeure le moteur principal de l'activité. Hormis la baisse du deuxième trimestre - en lien avec le confinement -, la demande est restée soutenue dans son ensemble. Les importations de produits courants ont maintenu leur progression (+15,4 % après +9,8 % en 2019). Les importations de biens d'équipement du foyer sont toutefois en recul de 2,6 % (contre +24,5 % en 2019), alors que les immatriculations de véhicules neufs sont stables (+0,4 %), après une croissance record de 26,7 % en 2019.

L'activité de crédit aux particuliers corrobore ce dynamisme. L'encours de crédit à la consommation progresse de 9,9 % (+18,3 % en 2019).



Sources : Douanes, Préfecture de Mayotte, calculs

## Des intentions d'investissement bien orientées malgré la crise



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Après un repli sensible à fin 2019, les intentions d'investir des entreprises sont favorablement orientées tout au long de l'année 2020. L'évolution des indicateurs macroéconomiques confirme cet optimisme. En effet, quoique moins marquées qu'en 2019, les importations de biens à destination des entreprises enregistrent des croissances significatives : +11 % pour les biens d'équipement (+33,8 % en 2019) et +12,4 % pour les biens intermédiaires (+17,1 % en 2019).

## La croissance des importations se poursuit

Le financement bancaire du secteur privé est dynamique. L'encours total des crédits octroyés aux entreprises progresse de 19,7 % (+1,8 % en 2019). Cette hausse est portée essentiellement par les crédits d'exploitation, et plus particulièrement par les prêts garantis par l'Etat (PGE) dans un contexte de difficultés de trésorerie. L'encours des crédits d'investissement - soit 59 % de l'encours total - est stable (+0,4 % en 2019), alors que l'encours des crédits à l'habitat enregistre une nouvelle

croissance (+3,7 %, contre +8,3 % en 2019).

<sup>1</sup> Le « halo autour du chômage » est constitué d'inactifs qui souhaitent travailler mais ne sont pas considérés au chômage au sens du Bureau international du travail, soit parce qu'ils ne sont pas disponibles rapidement (deux semaines) soit parce qu'ils ne recherchent pas activement un emploi.

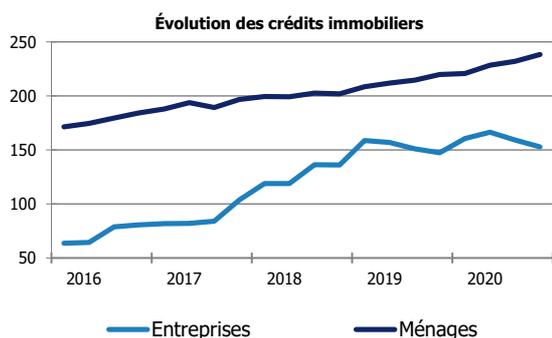
ménages). Les importations des biens intermédiaires et des produits courants poursuivent leur croissance (respectivement +12,4 % et +15,4 %) par rapport à 2019 (+17,1 % et +9,8 %). Pour leur part, les exportations continuent de régresser (-8,6 % après -7,6 % en 2019), creusant davantage le déficit de la balance commerciale, qui s'établit à 712 millions d'euros (+7,7 % par rapport à 2019).

## Des secteurs d'activité inégalement affectés par la crise sanitaire

### Une année compliquée pour l'industrie mahoraise

Sur la majeure partie de l'année 2020, le secteur industriel a été sensiblement impacté par la crise sanitaire et par une conjoncture économique défavorable. Les chefs d'entreprise du secteur font état notamment d'une détérioration des différents indicateurs (délais de paiement, trésorerie, embauches), à l'exception des charges d'exploitation et des stocks de matières premières, en amélioration dans la deuxième partie de l'année. L'activité industrielle reste toutefois faible sur le territoire et ne représente qu'une part minime du tissu économique mahorais.

### L'activité du BTP se reprend



Source : IEDOM-Surfi

Après un premier semestre difficile, le secteur du BTP se redresse. Les chefs d'entreprise font état d'une progression de leur niveau d'activité dans la deuxième partie de l'année. Toutefois, ils déclarent avoir été pénalisés pendant toute l'année par un alourdissement des charges d'exploitation et des délais de paiement structurellement longs, qui ont fragilisé leur trésorerie.

Quoique ne représentant qu'une part minime de l'activité du secteur, l'investissement immobilier poursuit sa progression. Cette évolution concerne particulièrement les ménages dont l'encours des prêts progresse tout au long de l'année (+8,5 % contre +8,9 % en 2019). Pour sa part, l'encours de crédit des entreprises est volatil (hausse aux premier et deuxième trimestres, recul sur le reste de l'année), mais enregistre une légère croissance en glissement annuel (+3,7 % contre -11,3 % en 2019).

### La redynamisation du secteur du commerce ne se confirme pas

Le début d'année se caractérise par un climat dégradé dans le secteur du commerce. L'activité ne se redresse qu'aux deuxième et troisième trimestres, avant de décliner sensiblement en fin d'année. Le dynamisme de la consommation des ménages, source d'activité pour le secteur, est modéré par des difficultés persistantes liées à la structuration du secteur commercial. La concurrence s'intensifie, en particulier dans le commerce de détail, alors que les chefs d'entreprise déplorent le poids des charges d'exploitation sur leur bilan. À ces difficultés s'ajoutent celles induites par la crise sanitaire, en lien notamment avec des approvisionnements irréguliers qui génèrent des pertes et des ruptures dans la gestion des stocks.

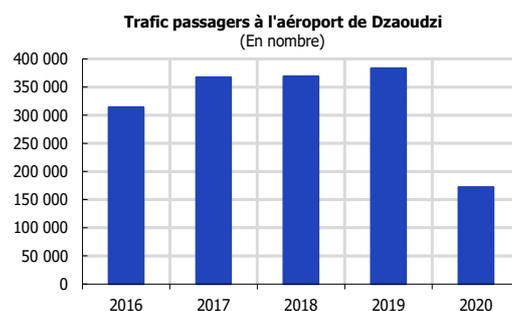
### Le secteur tertiaire se redresse en fin d'année

Après une année 2019 mal orientée, le secteur des services enregistre une nouvelle baisse d'activité au premier semestre 2020. Au troisième trimestre, malgré une détérioration de leur situation financière, avec un alourdissement des charges et des trésoreries fragilisées, les chefs d'entreprise font état d'une progression de l'activité. Leur perception s'améliore toutefois pour le reste de l'année. Enfin, en dépit de prévisions d'investissement optimistes, l'embauche dans le secteur est pénalisée tout au long de l'année.

### Le trafic aérien fortement pénalisé par la pandémie

Après une hausse de 3,9 % en 2019, le trafic aérien de passagers à l'aéroport de Dzaoudzi chute de 55,1 % en 2020. Cette baisse sensible est entièrement due aux restrictions imposées par la crise sanitaire. En effet, les fermetures de l'aéroport conjuguées au contrôle des motifs de déplacement par liaison aérienne ont entraîné une réduction de 64,8 % du nombre de rotations de vols par rapport à 2019.

En novembre 2020, le Conseil départemental a voté une enveloppe de 80 millions d'euros destinée aux travaux d'allongement de la piste de l'aéroport. La réalisation de ce projet suscite des espoirs de l'ouverture du marché aérien à la concurrence ainsi que des baisses de prix des billets, propices à un développement du trafic aérien et du tourisme dans les années à venir.



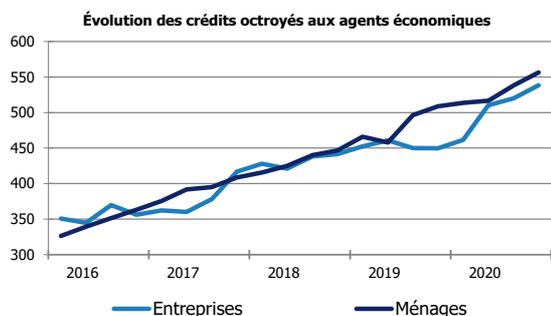
Sources : Aéroport de Mayotte, désaisonnalisé par l'IEDOM

## L'activité bancaire demeure dynamique

### La collecte d'épargne s'accélère

En 2020, les actifs financiers détenus par les Mahorais enregistrent une hausse de 29,4 %, à 913,3 millions d'euros. La croissance de l'épargne s'accélère après des hausses de 1,6 % en 2018 et 11 % en 2019. Les dépôts à vue sont particulièrement dynamiques (+35,4 % contre +15,8 % en 2019). Ils constituent 67,4 % de la ressource, soit 615,9 millions d'euros. Les placements liquides ou à court terme progressent également (+26,1 % contre +2,4 % en 2019) pour s'établir à 185,7 millions d'euros. Enfin, l'épargne à long terme croît de 7,9 % (+4,6 % en 2018) et représente 111,7 millions d'euros.

### La demande de financement continue de s'accroître



Source : IEDOM, Surfi

En 2020, l'encours brut total des crédits accordés à l'économie mahoraise par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) progresse de 10,9 %, à 1 453 millions d'euros (+7,1 % en 2019).

L'activité de crédit aux ménages est dynamique. Les crédits à la consommation enregistrent une croissance de 9,9 % (+18,3 % en 2019). Les crédits à l'habitat progressent dans les mêmes proportions que l'année précédente (+8,5 % contre +8,9 % en 2019).

L'évolution des encours de crédits en faveur des entreprises est comparable. Les crédits à l'investissement sont stables (après +0,4 % en 2019). Les crédits à l'habitat progressent de +3,7 % (+8,3 % en 2019). Pour leur part, les crédits d'exploitation ont quasiment triplé (+184,1 % contre +11,5 % en 2019) en raison du recours important aux PGE pour faire face aux difficultés de trésorerie rencontrées depuis l'apparition de la crise sanitaire (80,9 millions à

Mayotte en 2020, soit 15 % des crédits aux entreprises). Enfin, le financement des collectivités locales, majoritairement composé de crédits d'investissement (98,5 %), augmente de 12,2 % (contre +4,8 % en 2019).

### Une sinistralité en recul tant pour les ménages que pour les collectivités locales

En 2020, le taux de créances douteuses perd 1,2 point et s'établit à 4,1 %. Avec un encours brut de 60 millions d'euros, le volume de créances douteuses est en repli. Les ménages et les collectivités locales, dont les encours enregistrent une baisse respective de 18,4 % et 13,2 %, continuent d'être les principaux débiteurs des créances douteuses avec un encours total de 23,3 millions d'euros. Enfin, le taux de provisionnement est stable à 26,9 % (-0,1 point).

## 2021 : une nouvelle année de résilience ?

À Mayotte, l'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire et les mesures de restriction qui ont eu des impacts fortement négatifs sur l'activité économique dans quasiment tous les secteurs.

Démarrant par un nouveau confinement, dès les premiers jours de février, l'année 2021 ne sera probablement pas épargnée par une poursuite du ralentissement économique. Cette évolution devrait susciter les mêmes questionnements et inquiétudes qu'en 2020. En effet, si la consommation des ménages semble pouvoir se maintenir et continuer de porter l'activité économique, les incertitudes et les difficultés à retrouver le niveau d'activité d'avant la crise de la Covid-19 entament l'optimisme des chefs d'entreprise quant à leur volonté d'investir. L'investissement public n'apporte par ailleurs que peu de garanties permettant aux acteurs économiques de pouvoir s'y appuyer comme moteur d'activité.

Dans ce contexte, l'année 2021 se situera vraisemblablement dans le sillage de 2020, avec des entreprises, dans la grande majorité des secteurs d'activité, en quête de solutions pour s'adapter à la crise sanitaire et sauvegarder leurs activités.

Plus qu'ailleurs, la conjoncture économique en 2021 à Mayotte dépendra fortement de l'évolution de la crise sanitaire. Outre le contexte Covid, le climat social reste fébrile en raison des problèmes persistants d'immigration clandestine et d'insécurité. Pour prévenir les risques de pertes d'emplois et de difficultés de trésorerie, la pertinence des actions et mesures d'accompagnement sera une fois de plus une donnée essentielle.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Responsable de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS - Directeur de la publication : V.-R. NUGENT  
Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF - Rédaction : S. CALVO CANO  
Éditeur et imprimeur : IEDOM  
Achévé d'imprimer : avril 2021 – Dépôt légal : avril 2020 – ISSN 2679-0823